

SYNTHESE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018 DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CHER

Annexe produite dans le cadre de l'article L. 3313-1 du Code général des collectivités territoriales :

« Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe [...] au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. »

Le compte administratif 2018 du Conseil départemental du Cher confirme le changement de cap opéré depuis avril 2015. Des efforts durables en fonctionnement continuent d'être réalisés malgré la ponction par l'État de nos recettes de fonctionnement, des tensions budgétaires liées aux dépenses d'Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) ainsi qu'à l'accroissement des coûts liés à la prise en charge des mineurs non accompagnés par l'aide sociale à l'enfance :

- la baisse continue des ressources institutionnelles, et notamment de la dotation globale de fonctionnement de l'État (60,31 M€ en 2018 contre 60,67 M€ en 2017 soit - 0,6%). La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) a également diminuée de près de - 0,3 % en 2018, afin de gager le financement de certaines mesures en faveur des collectivités locales au sein de l'enveloppe des concours financiers de l'État, le montant de la DCRTP perçue par les Départements a ainsi été une nouvelle fois diminué ;
- le poids des AIS toujours conséquent (102,16 M€ en 2018 contre 101,11 M€ en 2017 (soit + 1 %)). Quant au taux de couverture global, il traduit un désengagement constant de l'État, passant de 55 % à 49,8 % entre 2013 et 2018.

Malgré ces efforts de gestion, l'effet ciseau a commencé à réapparaître entre 2016 et 2017 pour se confirmer en 2018 : en effet, les dépenses de fonctionnement sont certes marquées par une baisse (- 1,8 %) mais moins importante que celle de nos recettes de fonctionnement (- 3,7 %).

La diminution des dépenses de fonctionnement, conséquence d'une politique volontariste et rigoureuse ne permet pas d'endiguer et de compenser ces baisses drastiques de recettes.

➤ **Les recettes diminuent de 12,7 M€ soit - 3,3 % par rapport à 2017 :**

Recettes ¹	2017	2018	2018/2017
Fonctionnement	347,72	334,79	- 3,7 %
Investissement	40,15	40,38	0,6 %
TOTAL	387,87	375,17	- 3,3 %

¹ Mouvements réels, hors opérations d'aménagement de la dette et affectation des résultats.

- **Les dépenses diminuent de 2,97 M€ soit - 0,8 % par rapport à 2017 :**

Dépenses ¹	2017	2018	2018/2017
Fonctionnement	316,20	310,64	- 1,8 %
Investissement	64,16	66,75	4 %
TOTAL	380,36	377,39	- 0,8 %

- **Le compte administratif 2018 se solde par un excédent brut cumulé de clôture de 19,40 M€** qui est en exacte conformité avec celui du compte de gestion établi par le payeur départemental avec une combinaison :

- du résultat de l'exercice 2018 qui est de - 4 425 568,67 € (5,35 M€ en 2017) ;
- de la reprise du résultat antérieur qui est de 23 827 151,37 €.

- L'ensemble des réalisations 2018 s'établit ainsi :

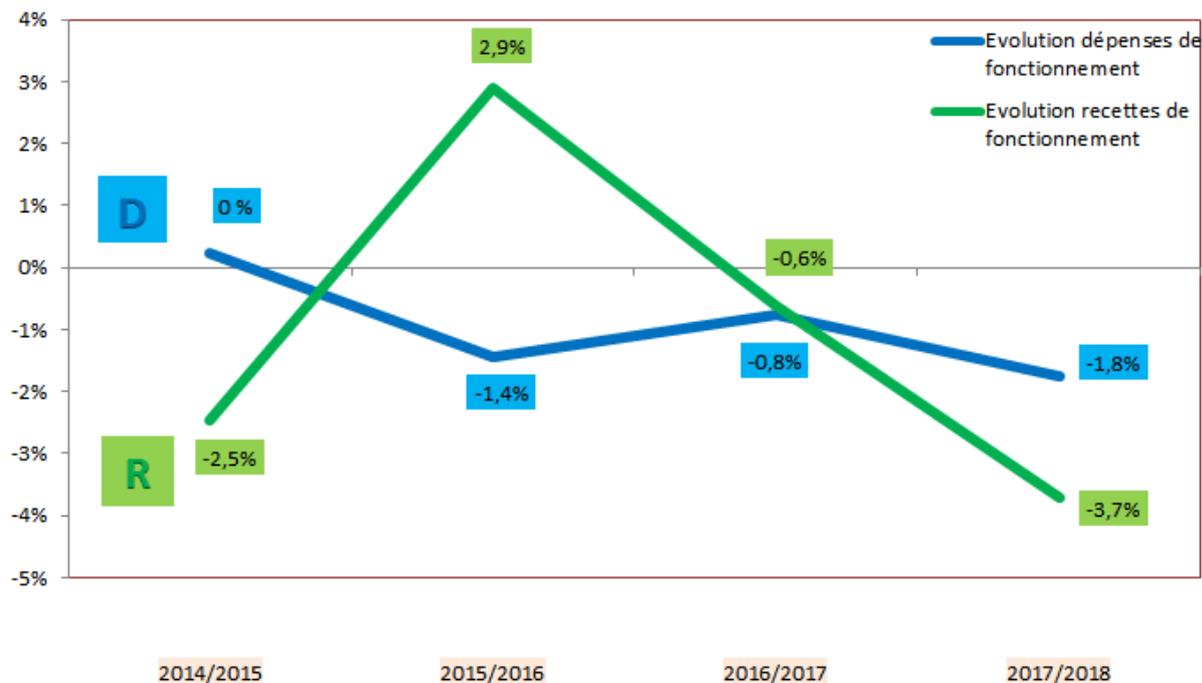
Présentation générale par section

Sections	Recettes (en €)	Dépenses (en €)	Résultats (en €)
<u>Section de fonctionnement</u>			
Mouvements réels 2018	334 792 334,37	310 637 930,01	
Excédent 2017 reporté	23 098 551,79		
Mouvements d'ordre	26 210 606,14	27 822 438,85	
Total	384 101 492,30	338 460 368,86	45 641 123,44
<u>Section d'investissement</u>			
Mouvements réels 2018	56 606 168,25	85 186 141,28	
Affectation du résultat 2017 reporté	25 528 357,43		
Mouvements d'ordre	33 122 291,04	31 510 458,33	
Total	115 256 816,72	116 696 599,61	- 1 439 782,89
Résultat antérieur investissement			- 24 799 757,85
Résultat ou solde de l'exercice cumulé			- 26 239 540,74
		Résultat cumulé de clôture	19 401 582,70

Récapitulatif général par nature de mouvements

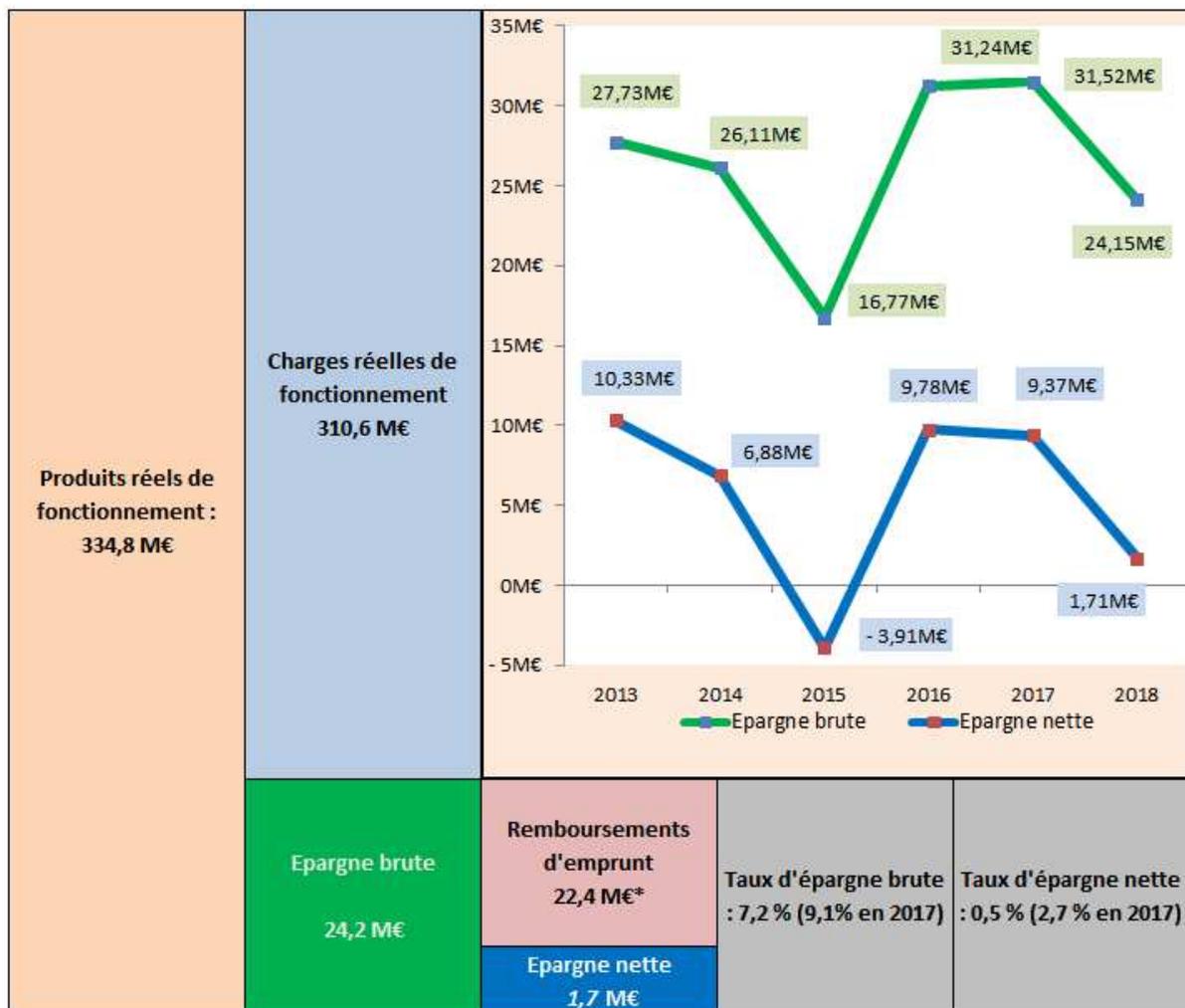
	Recettes (en €)	Dépenses (en €)	Résultats (en €)
Mouvements réels	391 398 502,62	395 824 071,29	- 4 425 568,67
Reprise résultats antérieurs	48 626 909,22	24 799 757,85	23 827 151,37
Mouvements d'ordre	59 332 897,18	59 332 897,18	0,00
Total	499 358 309,02	479 956 726,32	19 401 582,70
		Résultat cumulé de clôture	19 401 582,70

- Pour preuve, le niveau des dépenses et des recettes évolue sur la section de fonctionnement comme suit :



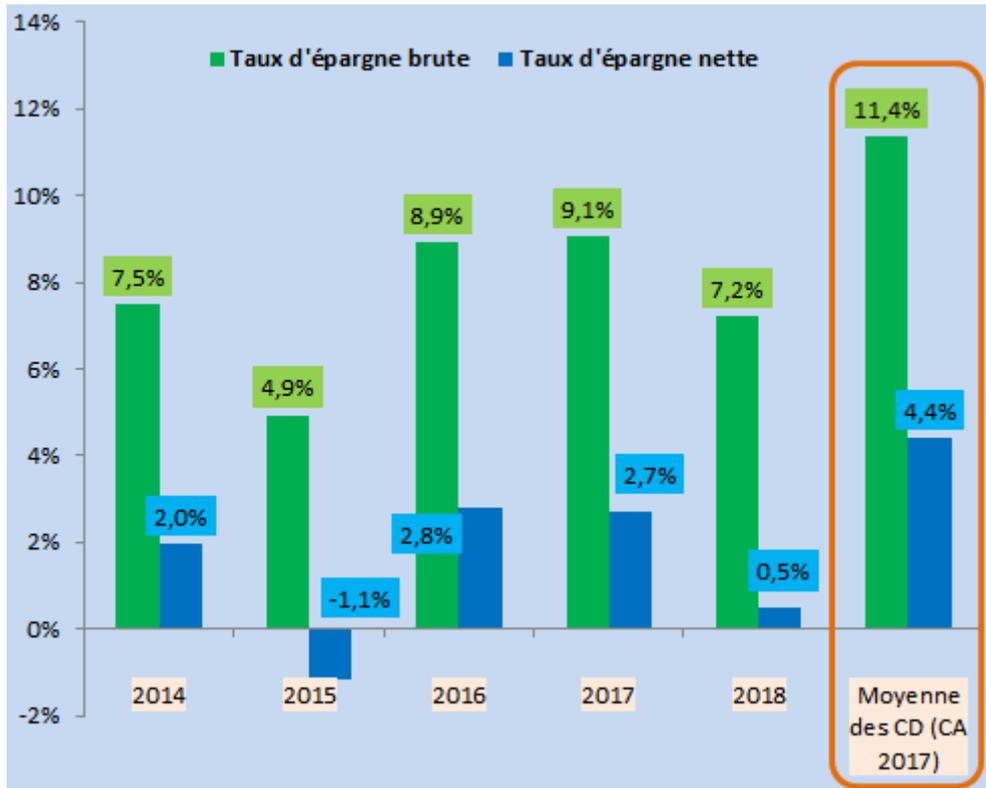
- Une lisibilité accrue grâce au pilotage par l'épargne permet d'apprécier l'amélioration de la santé financière de la collectivité :

– **L'épargne brute**, qui permet d'apprécier la santé financière d'une collectivité, en exprimant la part des ressources courantes disponibles pour rembourser la dette et pour investir, évolue à la baisse entre 2017 et 2018 (soit - 7,37 M€). Les évolutions de la section de fonctionnement viennent expliquer cette évolution de la situation financière.

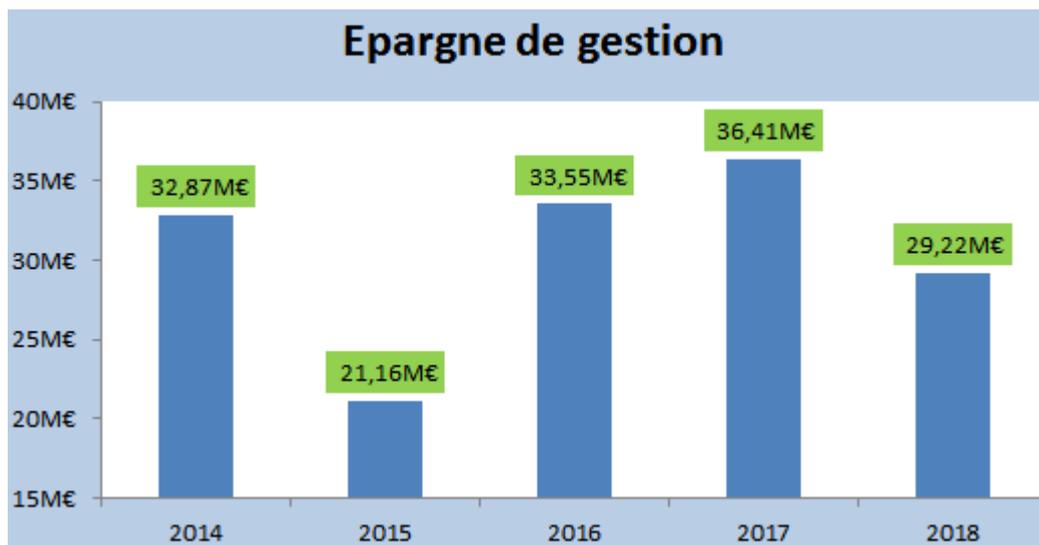


* Les remboursements d'emprunt inclut les mouvements sur le 1641 (dépenses) mais aussi le solde du compte 16449 intégrant une baisse de plafond

- **L'épargne nette**, qui correspond à l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette, diminue de - 7,66 M€.
- **Le ratio d'épargne brute** sur les recettes réelles de fonctionnement, qui mesure la solvabilité de la collectivité, est de 7,2 % (diminution par rapport à 2017 : - 1,9 points).
- **Le taux d'épargne nette** s'établit à 0,5% pour le Département (diminution par rapport à 2017 : - 2,2 points).



– **L'épargne de gestion**, qui correspond à la différence entre les recettes et les dépenses courantes de fonctionnement et à la réelle capacité d'autofinancement de la collectivité, est de 29,22 M€ en 2018.



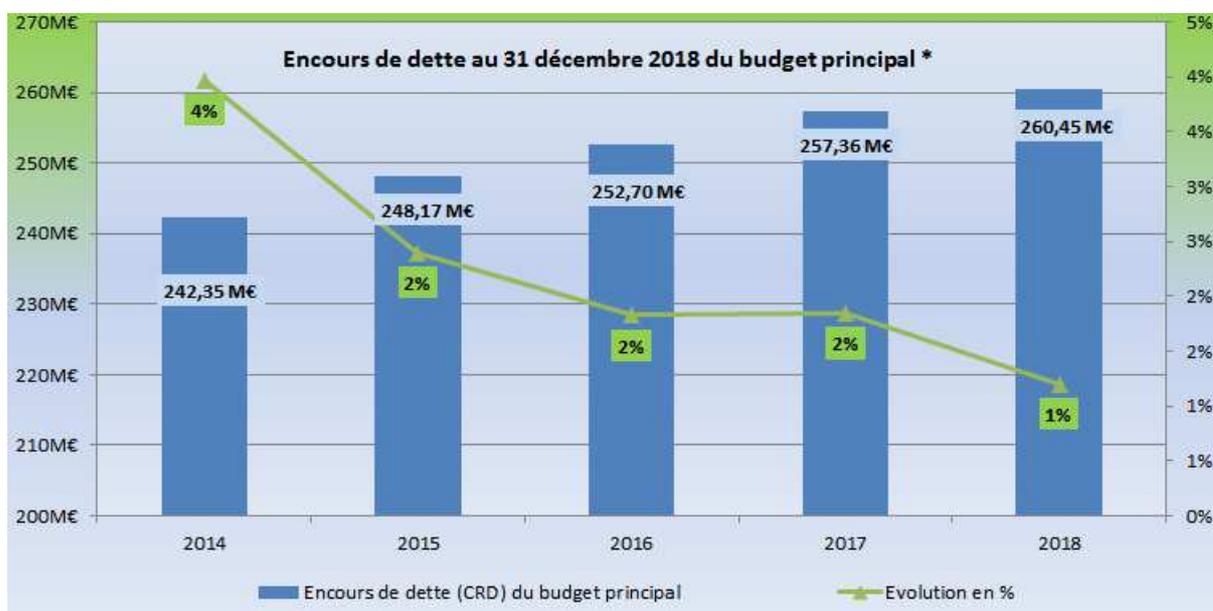
- Pour résumer l'évolution de la gestion du budget de la collectivité, les grandes masses financières en recettes et dépenses sur les sections de fonctionnement et d'investissement, sont détaillées comme suit :

En milliers d'euros	2014	2015	2016	2017	2018	2018/2017
Recettes de fonctionnement (1)	348 602	340 055	349 905	347 723	334 792	-3,72%
Contributions directes	94 937	96 776	95 733	86 713	86 713	0,00%
Autres contributions directes	67 098	67 858	73 652	75 526	77 355	2,42%
Ressources institutionnelles	90 227	84 467	79 493	73 067	72 610	-0,62%
Fiscalité reversée	20 356	20 233	22 002	22 409	22 209	-0,89%
Financement spécifique AIS	48 359	47 175	51 787	51 207	51 313	0,21%
Autres ressources (hors excédent)	27 624	23 546	27 238	38 801	24 591	-36,62%
Dépenses de fonctionnement (2)	322 492	323 284	318 664	316 204	310 638	-1,76%
Les dépenses sociales	173 733	177 693	179 525	183 016	186 271	1,78%
<i>dont les AIS</i>	93 512	97 277	97 862	101 109	102 158	1,04%
<i>dont les frais d'hébergement PA et PH</i>	40 624	41 406	42 093	41 896	43 679	4,26%
<i>dont les autres dépenses sociales</i>	39 597	39 010	39 569	40 011	40 434	1,06%
Les dépenses de personnel	76 025	76 734	72 065	71 312	72 338	1,44%
<i>Pour information chapitre 012- charges de personnel et frais assimilés</i>	75 713	76 300	71 873	71 323	71 997	0,94%
Les dépenses courantes	6 541	5 605	6 093	5 629	6 514	15,72%
Les charges financières	6 435	6 386	5 885	5 802	5 587	-3,71%
Les dépenses d'intervention obligatoires	43 946	43 423	41 672	36 523	26 341	-27,88%
Les dépenses d'intervention facultatives	12 308	11 594	11 321	10 357	10 687	3,18%
Les autres dépenses	3 504	1 848	2 104	3 565	2 900	-18,65%
EPARGNE BRUTE (A) = (1) - (2)	26 110	16 771	31 240	31 518	24 154	-23,36%
Taux d'épargne brute	7,5%	4,9%	8,9%	9,1%	7,2%	-20,40%
Recettes d'investissement (3)	12 912	12 586	10 617	14 146	14 378	1,64%
Subventions d'équipement reçues	4 139	3 500	2 235	5 479	4 757	-13,19%
FCTVA-DGE-DDEC - Amendes radar	7 501	7 183	6 775	7 730	9 123	18,02%
Autres (hors emprunt et excédent)	1 272	1 903	1 606	937	498	-46,85%
RESSOURCES PROPRES DISPONIBLES POUR INVESTIR	39 022	29 357	41 858	45 664	38 532	-15,62%
Dépenses d'investissement (hors dette) (4)	46 729	35 555	44 791	44 170	46 515	5,31%
Subventions d'équipement versées	16 307	10 399	11 817	10 092	10 955	8,56%
Dépenses d'équipement directes	28 675	23 794	32 328	33 662	35 480	5,40%
Autres dépenses d'investissement	1 747	1 362	646	416	80	-80,89%
Remboursement du capital de la dette (B)	19 234	20 679	21 462	22 144	22 443	1,35%
Total des dépenses d'investissement	65 963	56 234	66 253	66 314	68 958	3,99%
Besoin de financement (C) = (4) -(3)	33 817	22 969	34 174	30 024	32 137	7,04%
Besoin d'emprunt (C) - (A) + (B)	26 941	26 877	24 396	20 650	30 426	47,34%
Emprunts mobilisés	28 480	26 497	25 995	26 000	26 000	0,00%
Encours de dette au 31 décembre 2018*	242 352	248 170	252 703	257 359	260 446	1,20%
Encours de dette au 31/12 /épargne brute	9,3	14,8	8,1	8,2	10,8	32,05%

* à compter de 2018, l'encours de la dette intègre celui du budget annexe du Centre Fonctionnel de la Route

- Sur la période 2014/2017, en moyenne, **le poids de la dette augmente** de + 5,9 M€. Sur 2018, l'augmentation se limite à + 3,56 M€. Ce niveau d'augmentation de l'endettement moindre par rapport aux années antérieures permet, conformément aux orientations financières de la mandature, de limiter le recours à l'emprunt tout en ayant un projet ambitieux. Il s'agit d'avoir un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) permettant de garantir un niveau d'investissement pour notre territoire.

La capacité de désendettement est passée de 8,2 ans à 10,8 ans entre 2017 et 2018, et l'augmentation du stock de la dette (+ 3,1 M€ en 2018) a été contenue pour atteindre 260,45 M€ d'encours sur 2018.



* L'encours de la dette du budget principal intègre celui du budget annexe du Centre Fonctionnel de la Route à compter de 2018.

L'endettement constant du Département, qui permet d'assurer le financement des projets d'investissement dans le cadre du respect des opérations inscrites au PPI, a généré un **remboursement croissant de la dette en capital du Département** de 22,44 M€ en 2018 contre 22,14 M€ en 2017. L'autofinancement brut (24,15 M€ en 2018 contre 31,52 M€ en 2017) est supérieur au remboursement en capital de la dette.

Le volume d'emprunt a été stabilisé en 2018 à 26 M€, soit un niveau identique à 2017 et à 2016.

Budgets annexes :

Outre le budget principal, le Conseil départemental du Cher dispose de 2 budgets annexes, dont les résultats sur 2018 sont les suivants :

➤ **Le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille :**

Le compte administratif 2018 se solde par un résultat déficitaire cumulé de clôture de 210 581,20 € qui est en exacte conformité avec celui du compte de gestion établi par le payeur départemental avec une combinaison :

- du résultat de l'exercice 2018 qui est de 61 472,63 € (investissement : - 260 859,78 €, fonctionnement : 322 332,41 €) ;
- de la reprise du résultat d'investissement N-1 qui est de - 416 648,43 € ;
- de la reprise du résultat de fonctionnement N-2 qui est de 144 594,60 €.

➤ **Le Laboratoire Départemental d'Analyses 18 :**

Le compte administratif 2018 se solde par un résultat cumulé de clôture de 0 € qui est en exacte conformité avec celui du compte de gestion établi par le payeur départemental avec une combinaison :

- du résultat de l'exercice 2018 qui est de 29 816,19 € (investissement : - 12 867,33 €, fonctionnement : 42 683,52 €) ;
- de la reprise du résultat antérieur qui est de - 29 816,19 €.